

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Législatives 2023 : cinq députés sortants déjà sûrs de rebeloter ?

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

SOUS réserve du contentieux pré-électoral dont pourrait être saisie la Cour constitutionnelle, on peut souligner que parmi les principaux enseignements à tirer des candidatures validées par le Centre gabonais des élections (CGE), il

ya le constat selon lequel cinq députés sortants sont certains de siéger au cours de la prochaine législature. Et pour cause, ils n'ont aucun adversaire en face dans leurs circonscriptions politiques respectives. Et au regard du système électoral gabonais où l'abstention n'a pas d'influence sur le résultat final (même avec une seule voix un

candidat est déclaré élu), on peut dire qu'aucun écueil ne se dresse devant eux.

Il s'agit de : Faustin Boukoubi (1er siège de la Lombo-Bouenguindi), Blaise Louembe (1er arrondissement de Koula-Moutou), Jean-Pierre Oyiba (1er arrondissement de Franceville), Félicité Ngoubili (2e siège de la Lékoni-Lékori), et Malika Bongo Ondimba (siège unique de Djouori-Agnili) tous anciens élus du Parti démocratique gabonais (PDG).

A priori, leur situation devrait susciter quelques curiosités au regard du système politique au Gabon, caractérisé par le pluralisme politique. Cela sans négliger les coups bas qui marquent la vie politique. A partir de là, on pourrait chercher les raisons qui ont facilité cet état de fait.

Cela pourrait s'expliquer par le fait que ses cinq candidats disposent d'assises solides dans



Photo: DR

Ad omn jii ij ijnonectum eat.

leurs circonscriptions respectives, au point de dissuader tous ceux qui auraient tenté de les affronter sur le terrain et dans les urnes. Parce qu'il faut écarter l'idée selon laquelle ils font l'unanimité des électeurs inscrits.

L'argument de disposer des bases solides est d'autant plus vrai pour le député du 1er arrondissement de Franceville qui, il faut le sou-

ligner, a quand même connu quelques tentatives de déstabilisation tout au long du mandat écoulé. Et souvent d'ailleurs, les coups contre Jean-Pierre Oyiba venaient de son propre camp. Mais ça c'est un autre débat...

En définitive, la situation de ces cinq députés sortants prouve aussi que chacun bénéficie d'un leadership reconnu sur son siège.

Express

CONSEIL DES ORDRES NATIONAUX : QUATRE CENT CINQUANTE-HUIT DOSSIERS À L'EXAMEN



Photo: Jocelyn Abila

LA session ordinaire du Conseil des ordres nationaux s'est ouverte mercredi, à l'immeuble interministériel, sous la direction du président de cet organe, le vice-amiral Yves Keba Malekou. Au centre des travaux : l'examen des dossiers des compatriotes sollicitant des distinctions honorifiques le 17 août dans l'Ordre national de l'Étoile équatoriale (ONE), l'Ordre militaire de la Panthère noire (OMPN) et l'Ordre national du Mérite gabonais (ONMG). De fait, au titre de nouvelles admissions, vingt-sept (27) requêtes sont soumises à l'examen des dignitaires de la République au titre de l'ONE, trois cent vingt (320) dans l'ONMG. S'agissant des promotions, dix-huit (18) relèvent de l'ONE et quatre-vingt-treize (93) de l'ONMG. Soit un total de quatre cent cinquante-huit (458).

LOCALES 2023/LIBREVILLE : MICHEL ONGOUNDOU LOUNDAH À L'ASSAUT DE LA MAIRIE DU 5E ARRONDISSEMENT



Photo: AEE

Le vice-président du parti Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction (REAGIR), Michel Ongoundou Loundah, a donné dernièrement un point-presse pour dévoiler les motivations qui l'ont conduit à se présenter à la mairie du 5e arrondissement de Libreville, où il devrait conduire la liste commune REAGIR-Union nationale (UN). Selon lui, il est temps que la souveraineté et la dignité des citoyens gabonais soient restituées et cela passe par la réappropriation des territoires. Il veut de ce fait aider à régler un certain nombre de problèmes rencontrés dans cette circonscription. "Nous souhaitons nous battre pour que tous les enfants nés dans le 5e puissent, sans exception, disposer d'un document d'état civil légal. Ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui, car de nombreuses naissances ne sont pas déclarées", a-t-il relevé. Il a également promis de trouver des solutions urgentes pour la décharge publique de Mindoubé. Et bien d'autres projets.

JKM & AEE

Présidentielle 2023 : Guy-Patrick Obiang Ndong appelle les Oyemois à l'unité autour d'Ali Bongo Ondimba

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

EN séjour récemment dans le département du Woleu, dans le Septentrion, le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, par ailleurs membre du Comité permanent du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), a convié les hiérarques, cadres et responsables des structures de base du parti au pouvoir, à une rencontre d'information et de mise au point. La rencontre a eu lieu à la "Maison du parti", sise au quartier Peloton à Oyem.

Occasion pour lui d'exhorter les uns et les autres "à l'unité, à la cohésion, au rassemblement et à la mobilisation autour du candidature du PDG à la présidentielle du 26 août prochain, le "Distingué camarade président (DCP)" Ali Bongo Ondimba.

"Je voulais vous dire que les élections présidentielle, législatives et



Photo: EEM

Le membre du Comité permanent du Bureau politique du PDG, Dr Guy-Patrick Obiang Ndong (2e à partir de la gauche), président la réunion à Oyem.

locales s'approchent de plus en plus. Nous, PDG, nous devons voter à 100% notre Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba. Aucune voix ne doit lui manquer lors du scrutin présidentiel d'août prochain", a dit Guy-Patrick Obiang Ndong.

Il n'a pas manqué d'ajouter que : "Le Distingué camarade président ne peut pas gouverner ce pays, sans avoir un Parlement majoritaire, notamment l'Assemblée nationale et le Sénat. Voilà

pourquoi nous devons aussi voter tous les candidats qui ont été investis par le DCP aux élections législatives et locales".

Le membre du gouvernement a également saisi cette opportunité pour remercier la population oyémoise, en général, et les militants du PDG, en particulier, pour leur "mobilisation extraordinaire" lors de la tournée républicaine du chef de l'État dans le chef-lieu de la province du Woleu-Ntem.